



# SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR ÉDITION AOÛT 2018

En Paca, le taux de chômage s'établit à 10,8 % de la population active au T1 2018. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,3 point. En moyenne au T2 2018, la région compte 327 550 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une hausse de 0,6 % par rapport au T1 2018 (+2 000 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 500 940, en hausse de 0,4 % par rapport au T1 2018 (+1 920 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 244 280 (autant qu'au T1 2018) – 10 demandeurs d'emploi et le nombre de femmes à 256 660 (+0,8 % par rapport au T1 2018, soit +1 930 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, la région compte 61 570 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (+1,4 % par rapport au T1 2018, soit + 880 demandeurs d'emploi) et 133 900 seniors de 50 ans et plus (+0,8 % par rapport au T1 2018, soit +1 060 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 225 560, en hausse de 1,7 % par rapport au T1 2018 (+3 680 demandeurs d'emploi).

A la fin du T1 2018, Paca compte 1 842 075 salariés, soit 7 527 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 1 791 131 (+0,4 %, soit +7 245 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 50 944 (+0,6 %, soit + 282 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 166 122 emplois salariés y compris intérim, en hausse de 447 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,3 %) : +452 emplois hors intérim et –5 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés y compris intérim s'établit à 115 017, en hausse de 114 (+0,1 %) : + 342 emplois hors intérim et – 228 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 902 337, en hausse de 5 667 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,6 %) : +5 321 emplois hors intérim et + 346 emplois intérimaires.

Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 3 354 CUI/PEC et 70 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T1 2018 (soit respectivement –6 076 et –1 395 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T1 2018, Paca compte ainsi 9 603 bénéficiaires de CUI/PEC et 3 771 bénéficiaires d'emplois d'avenir (respectivement –14 252 et –3 921 qu'un an plus tôt). Enfin, durant la campagne de juin 2017 à mai 2018, la région enregistre 20 038 contrats d'apprentissage, soit 427 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
<b>Chômage (données CVS) et demande d'emploi (données CVS-CJO)</b>					
<b>Taux de chômage</b>	<b>10,8 %</b>	T1 2018	<b>+0,4 pt</b>	T4 2017	Insee
<b>Demandeurs d'emploi de catégorie A*</b>	<b>327 550</b>	T2 2018	<b>+2000</b>	T1 2018	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	165 730	T2 2018	+490	T1 2018	
<i>Femmes</i>	161 820	T2 2018	+1510	T1 2018	
<i>Moins de 25 ans</i>	41 580	T2 2018	+960	T1 2018	
<i>50 ans et plus</i>	90 800	T2 2018	+120	T1 2018	
<b>Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C*</b>	<b>500 940</b>	T2 2018	<b>+1920</b>	T1 2018	
<i>Hommes</i>	244 280	T2 2018	-10	T1 2018	
<i>Femmes</i>	256 660	T2 2018	+1930	T1 2018	
<i>Moins de 25 ans</i>	61 570	T2 2018	+880	T1 2018	
<i>50 ans et plus</i>	133 900	T2 2018	+1060	T1 2018	
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	225 560	T2 2018	+3680	T1 2018	
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	118 790	T2 2018	+3330	T1 2018	
<i>Entrées</i>	48 050	T2 2018	+1580	T1 2018	
<i>Sorties</i>	47 070	T2 2018	+790	T1 2018	
<b>Emploi (données CVS)</b>					
<b>Emploi salarié**</b>	<b>1 842 075</b>	Fin T1 2018	<b>+7527</b>	Fin T4 2017	Insee, Acooss-Urssaf, Dares
<i>Agriculture, sylviculture et pêche</i>	23 157	Fin T1 2018	+463	Fin T4 2017	
<i>Industrie y compris intérim</i>	166 122	Fin T1 2018	+ 447	Fin T4 2017	
<i>Construction y compris intérim</i>	115 017	Fin T1 2018	+114	Fin T4 2017	
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	902 337	Fin T1 2018	+5667	Fin T4 2017	
<i>Tertiaire non marchand y compris intérim</i>	635 442	Fin T1 2018	+835	Fin T4 2017	
<b>Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)</b>					
<b>Embauches en contrat unique d'insertion/parcours emploi compétences (CUI/PEC)***</b>	<b>3 354</b>	T1 2018	<b>-6076</b>	T1 2017	ASP
Stock de bénéficiaires de CUI/PEC	9 603	Fin T1 2018	-14252	Fin T1 2017	
<b>Embauches en emploi d'avenir***</b>	<b>70</b>	T1 2018	<b>-1395</b>	T1 2017	
Stock de bénéficiaires d'emplois d'avenir	3 771	Fin T1 2018	-3921	Fin T1 2017	
<b>Embauches en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)***</b>		Non disponible			
Stock de bénéficiaires de CDDI		Non disponible			
<b>Nouveaux contrats d'apprentissage</b>	<b>20 038</b>	Campagne juin 2017 - mai 2018	<b>+427</b>	Campagne juin 2016 - mai 2017	Chambres consulaires, Direccte Paca, Dares

\* Voir avertissement page 2

\*\* Voir avertissement page 7

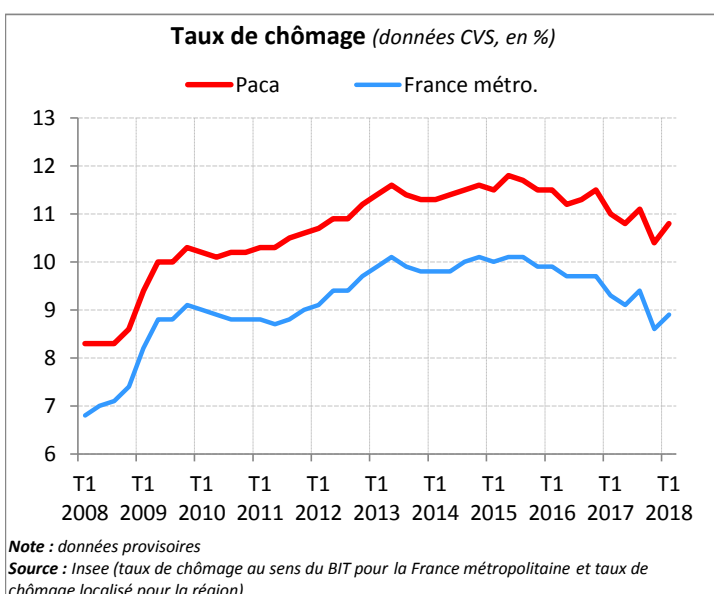
\*\*\* Voir avertissement page 9

## Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes en âge de travailler en emploi et au chômage). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

**Avertissement :** depuis 2018, la publication Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielles de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter. La situation des demandeurs d'emploi est déterminée à la fin de chaque mois. La moyenne trimestrielle est la somme des effectifs pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

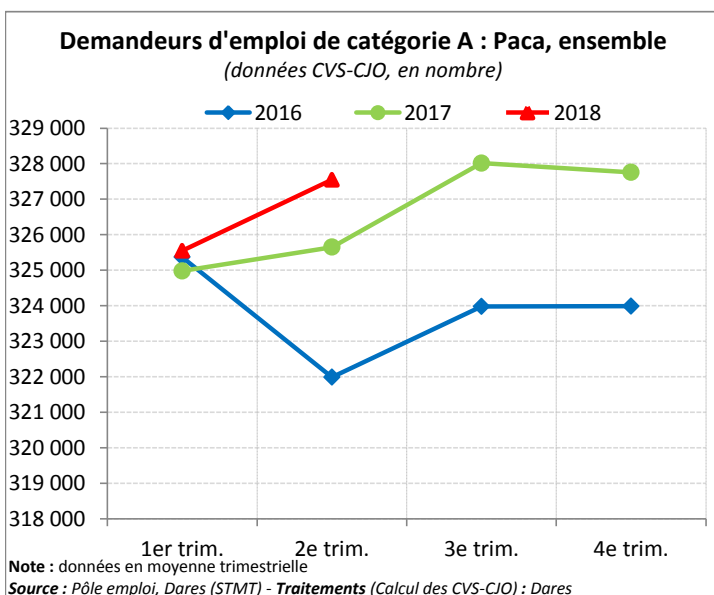
### Taux de chômage



- Au T1 2018, en Paca, le taux de chômage s'établit à 10,8 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,4 point. Sur un an, il diminue de 0,2 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 8,9 % de la population active au T1 2018. Par rapport au trimestre précédent, il hausse de 0,3 point. Sur un an, il diminue de 0,4 point.

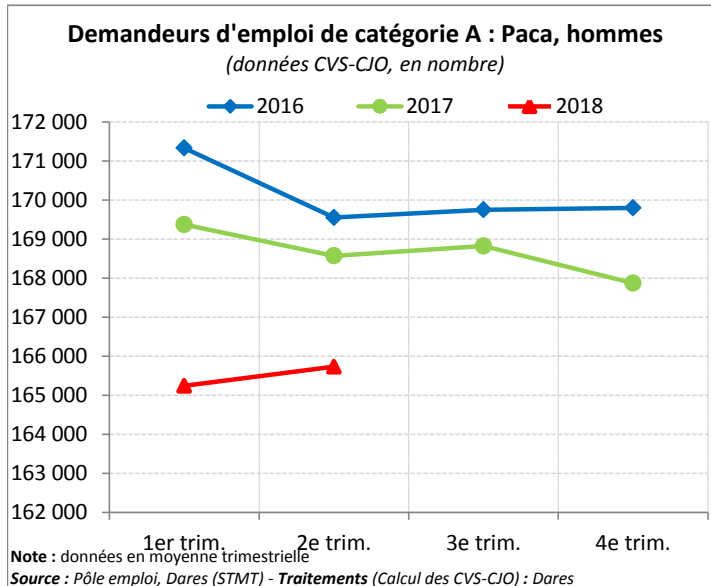
### Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi



- En moyenne au T2 2018, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 327 550. Par rapport au T1 2018, il est en hausse de 0,6 % (+2 000 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,6 % (+1 900 demandeurs d'emploi).

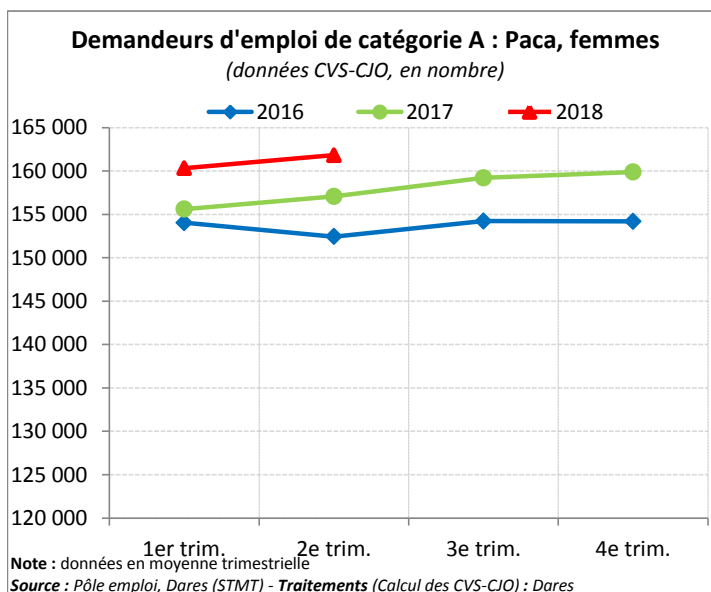
- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3440 470 en moyenne au T2 2018, soit une hausse de 0,1 % par rapport au T1 2018 (+4 540 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,3 % sur un an (-44 930 demandeurs d'emploi).

## Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe



- En moyenne au T2 2018, en Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 165 730. Par rapport au T1 2018, il est en hausse de 0,3 % (+ 490 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,7 % (-2 840 demandeurs d'emploi).

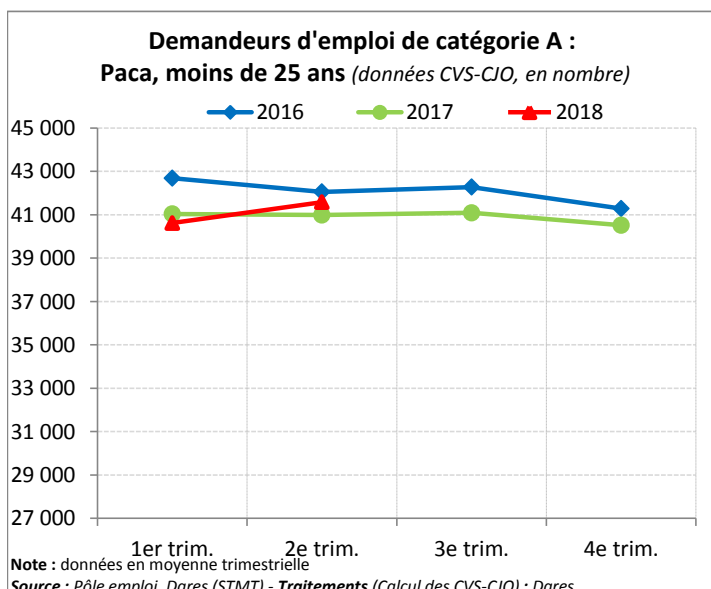
- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 748 630 au T2 2018, soit une stabilité par rapport au T1 2018 (+ 800 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,9 % sur un an (-52 640 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T2 2018, en Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites à Pôle emploi s'établit à 161 820. Par rapport au T1 2018, il est en hausse de 0,9 % (+1 510 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,0 % (+4 750 demandeurs d'emploi).

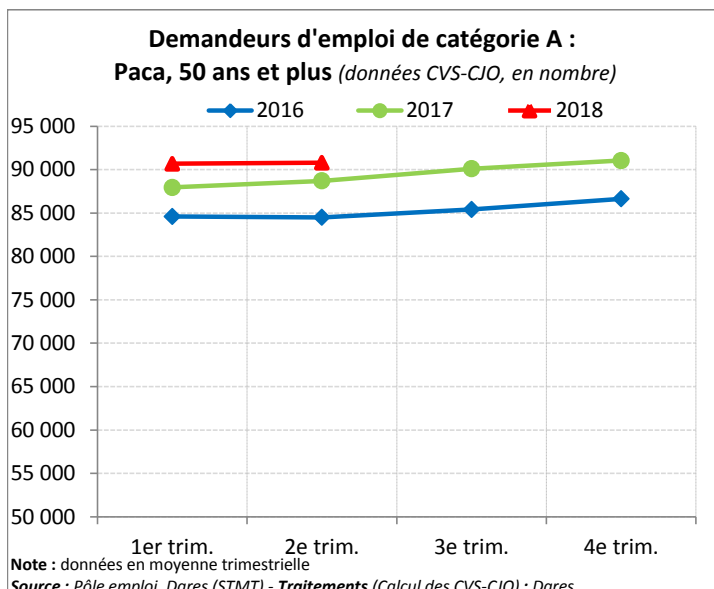
- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 691 830 au T2 2018, soit une hausse de 0,2 % par rapport au T1 2018 (+3 730 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,5 % sur un an (+7 700 demandeurs d'emploi).

## Demandeurs d'emploi de catégorie A, par âge



- En moyenne au T2 2018, en Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 41 580. Par rapport au T1 2018, il est en hausse de 2,4 % (+ 960 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,4 % (+ 590 demandeurs d'emploi).

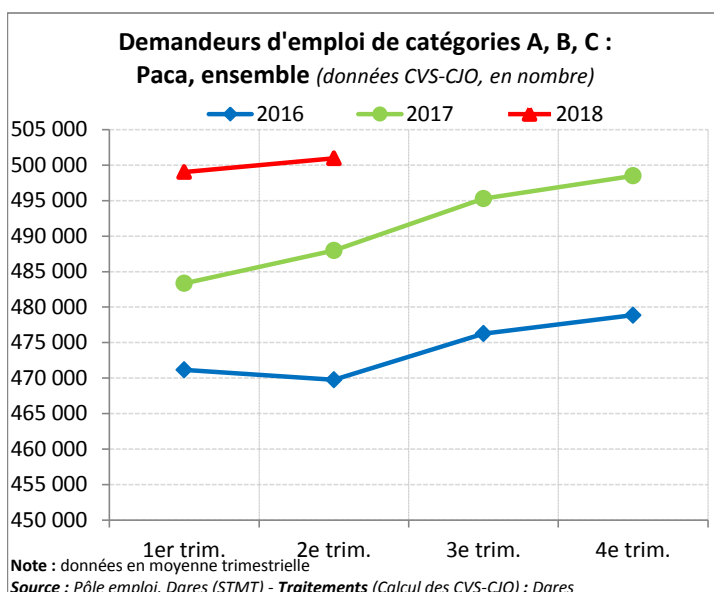
- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 468 500 au T2 2018, soit une hausse de 1,9 % par rapport au T1 2018 (+8 900 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,5 % sur un an (-7 270 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T2 2018, en Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 90 800. Par rapport au T1 2018, il est en hausse de 0,1 % (+ 120 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,4 % (+2 100 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 917 700 au T2 2018, soit une hausse de 0,1 % par rapport au T1 2018 (+1 070 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,2 % sur un an (+2 230 demandeurs d'emploi).

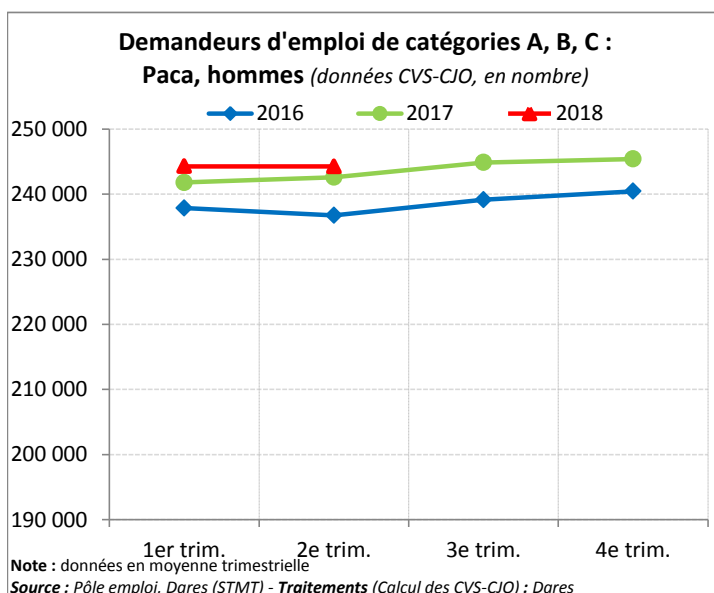
### Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi



- En moyenne au T2 2018, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 500 940. Par rapport au T1 2018, il est en hausse de 0,4 % (+1 920 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,7 % (+12 980 demandeurs d'emploi).

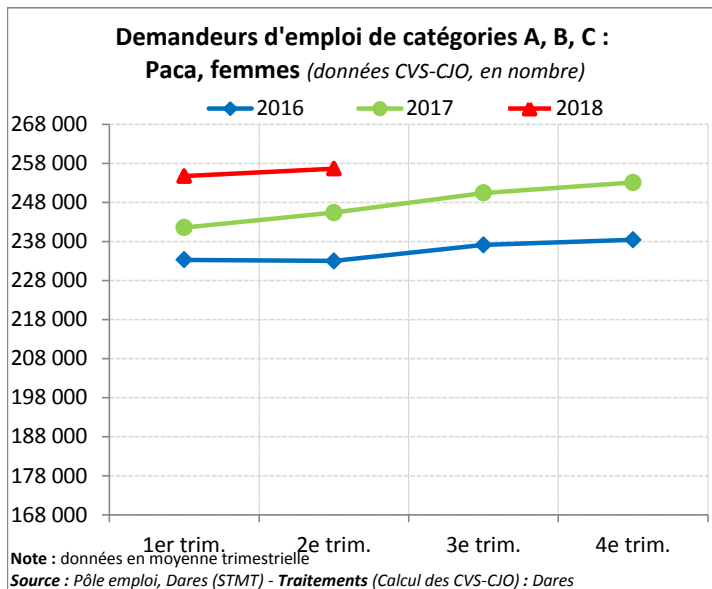
- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 627 930 au T2 2018, soit une hausse de 0,1 % par rapport au T1 2018 (+6 900 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,4 % sur un an (+77 430 demandeurs d'emploi).

### Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe



- En moyenne au T2 2018, en Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 244 280. Par rapport au T1 2018, il est stable (- 10 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,7 % (+1 680 demandeurs d'emploi).

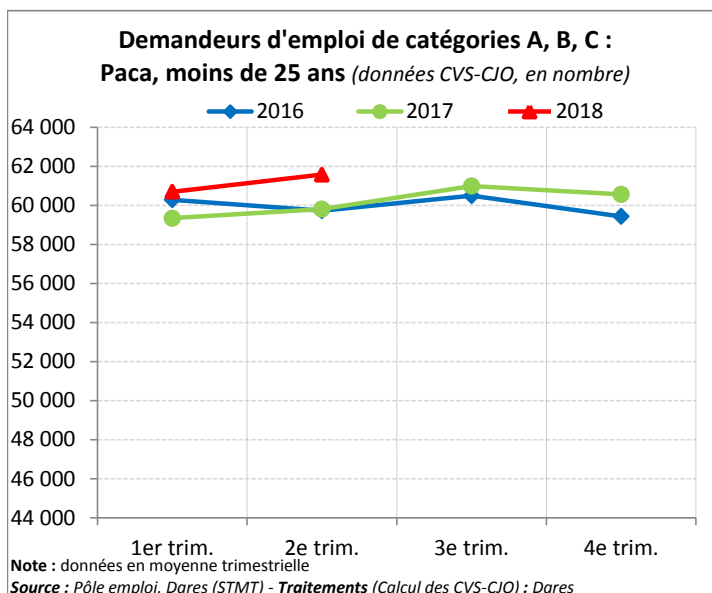
- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 712 470 au T2 2018, soit une baisse de 0,2 % par rapport au T1 2018 (-4 860 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,3 % sur un an (-7 330 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T2 2018, en Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites à Pôle emploi s'établit à 256 660. Par rapport au T1 2018, il est en hausse de 0,8 % (+1 930 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 4,6 % (+11 300 demandeurs d'emploi).

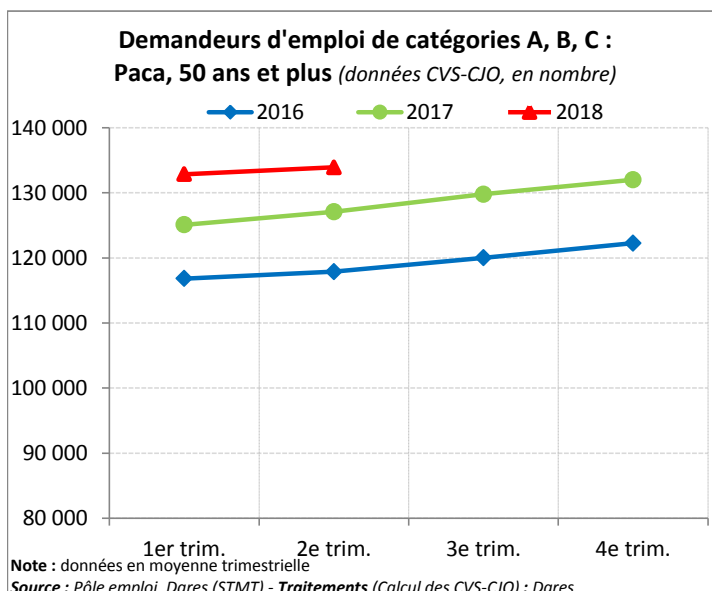
- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 915 470 au T2 2018, soit une hausse de 0,4 % par rapport au T1 2018 (+11 770 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,0 % sur un an (+84 770 demandeurs d'emploi).

### Demands d'emploi de catégories A, B, C par âge



- En moyenne au T2 2018, en Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 61 570. Par rapport au T1 2018, il est en hausse de 1,4 % (+ 880 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,0 % (+1 770 demandeurs d'emploi).

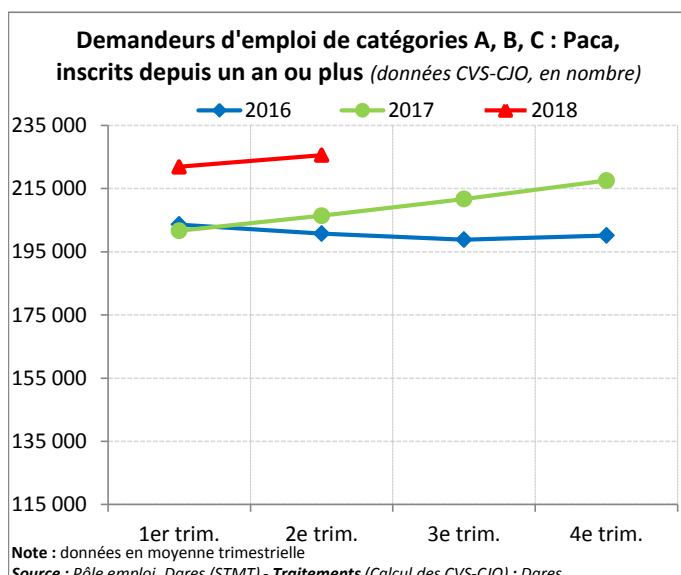
- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 744 900 au T2 2018, soit une hausse de 1,1 % par rapport au T1 2018 (+8 000 demandeurs d'emploi) et une stabilité sur un an (- 300 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T2 2018, en Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 133 900. Par rapport au T1 2018, il est en hausse de 0,8 % (+1 060 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,4 % (+6 830 demandeurs d'emploi).

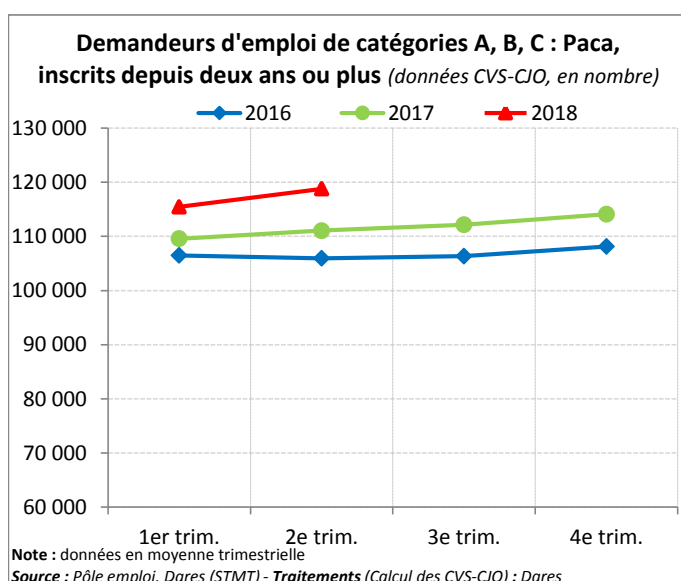
- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 418 170 au T2 2018, soit une hausse de 0,8 % par rapport au T1 2018 (+11 440 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,7 % sur un an (+50 700 demandeurs d'emploi).

## Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- En moyenne au T2 2018, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 225 560. Par rapport au T1 2018, il est en hausse de 1,7 % (+3 680 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 9,3 % (+19 150 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 611 030 au T2 2018, soit une hausse de 1,6 % par rapport au T1 2018 (+41 030 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 7,2 % sur un an (+176 460 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T2 2018, en Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 118 790. Par rapport au T1 2018, il est en hausse de 2,9 % (+3 330 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 7,0 % (+7 730 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 420 800 au T2 2018, soit une hausse de 1,6 % par rapport au T1 2018 (+22 940 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,6 % sur un an (+49 170 demandeurs d'emploi).

## Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

### Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T2 2018	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Paca	48 050	3,4	0,1
France métro.	529 200	3,2	-3,7

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- En moyenne au T2 2018, en Paca, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 3,4 % par rapport au T1 2018. Sur un an, elles progressent de 0,1 %.

- En France métropolitaine, les entrées sont en hausse de 3,2 % par rapport au trimestre précédent.

### Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T2 2018	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Paca	47 070	1,7	1,1
France métro.	528 400	3,4	-0,5

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- En moyenne au T2 2018, en Paca, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 1,7 % par rapport au T1 2018. Sur un an, elles progressent de 1,1 %.

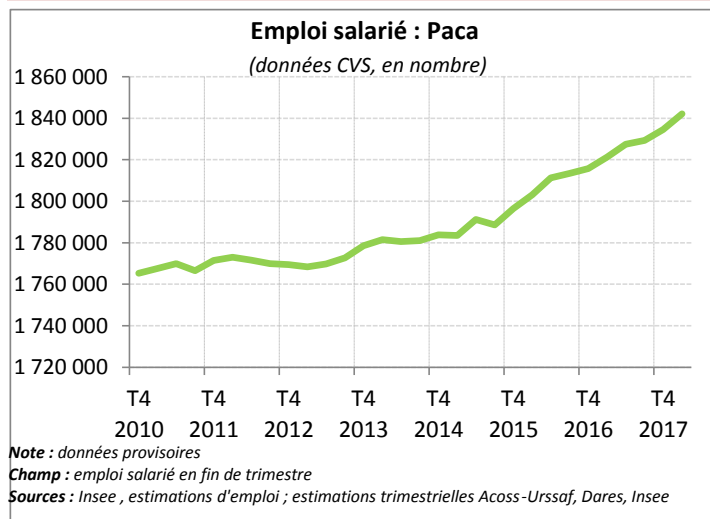
- En France métropolitaine, les sorties sont en hausse de 3,4 % par rapport au trimestre précédent.

# Emploi

## Emploi salarié

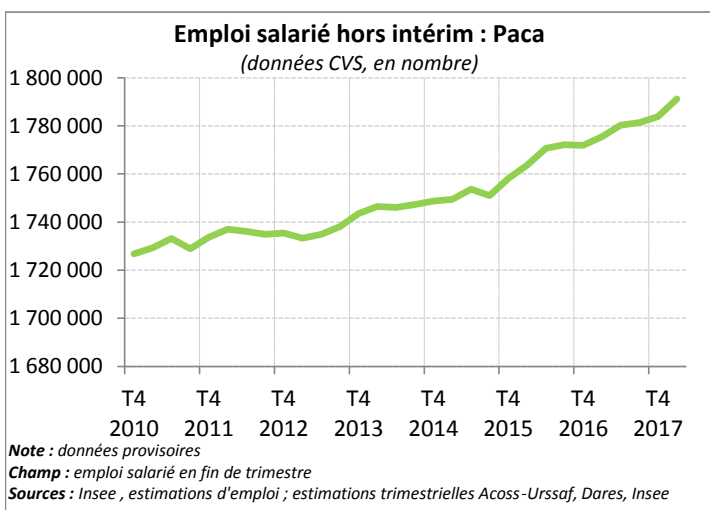
L'évolution de l'emploi salarié s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.

**Avertissement :** à partir des données portant sur le 1er trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié. Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et des particuliers employeurs (voir p. 11) ; les séries d'emploi intérimaire ont été fortement révisées suite au traitement du passage à la Déclaration sociale nominative (DSN) dans le courant de l'année 2016 pour les majors de l'intérim, puis en 2017 pour les autres établissements, qui a permis d'améliorer la qualité de couverture par rapport à la source historique.



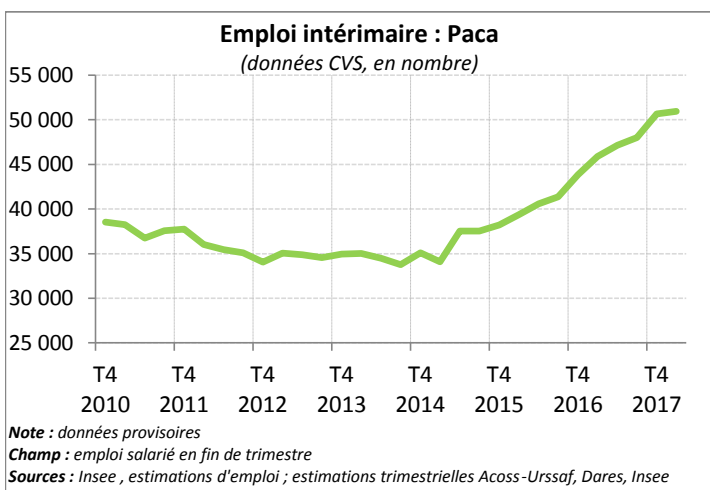
- A la fin du T1 2018, Paca compte 1 842 075 salariés. C'est 7 527 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) et 20 705 de plus qu'un an auparavant (+1,1 %).

- A la fin du T1 2018, la France métropolitaine compte 24 620 029 salariés. C'est 47 516 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 281 475 de plus qu'un an auparavant (+1,2 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 1 791 131 à la fin du T1 2018 en Paca. C'est 7 245 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) et 15 635 de plus qu'un an auparavant (+0,9 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés hors intérim s'établit à 23 811 757 à la fin du T1 2018. C'est 43 364 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 193 872 de plus qu'un an plus tôt (+0,8 %).

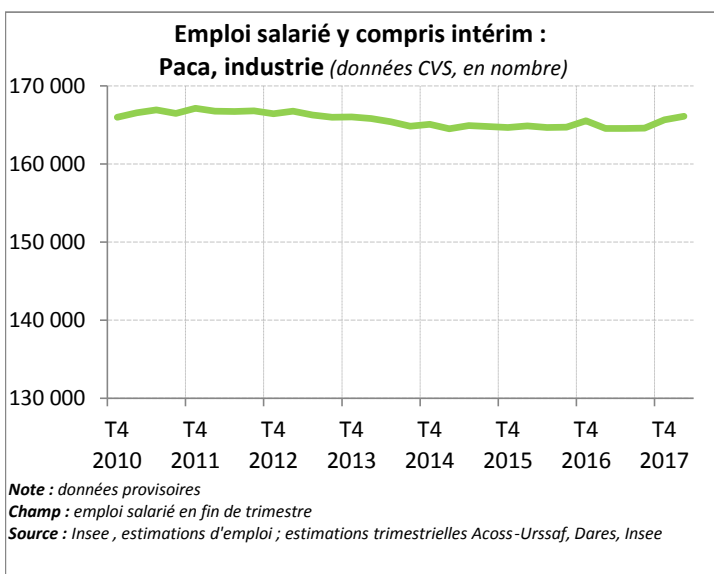


- A la fin du T1 2018, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 50 944 en Paca. C'est 282 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,6 %) et 5 070 de plus qu'un an auparavant (+11,1 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 808 272 à la fin du T1 2018. C'est 4 152 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,5 %) et 87 603 de plus qu'un an auparavant (+12,2 %).

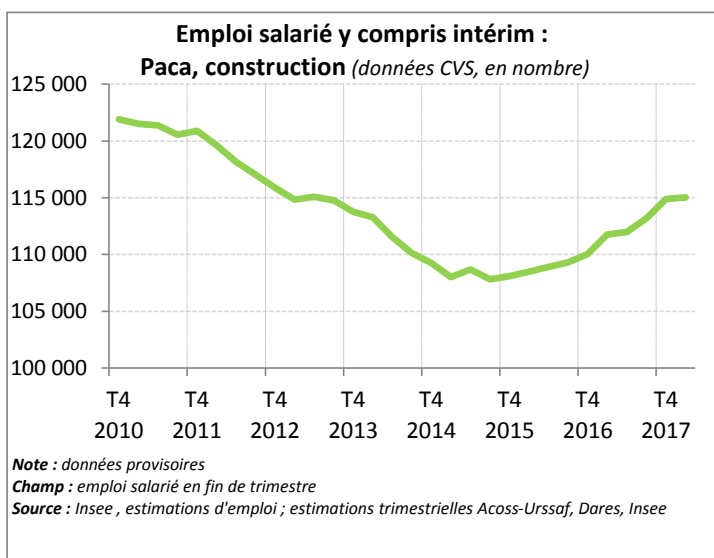
## Emploi salarié, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

Pour mieux apprécier les secteurs d'activité au niveau régional, le Sese de la Direccte Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés ceux hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Les données présentes ici sont donc différentes de celles publiées par l'Insee.



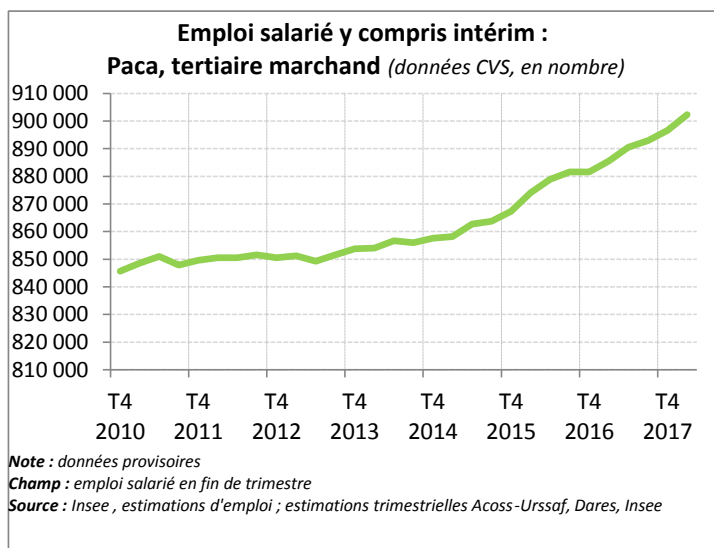
- A la fin du T1 2018, en Paca, le nombre d'emplois salariés dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 166 122. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 447 (+0,3 %) : +452 emplois hors intérim et -5 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 1 575 (+1,0 %).

- A la fin du T1 2018, la France métropolitaine compte 3 428 545 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T4 2017, ce nombre baisse de 3 533 (-0,1 %) : -1 179 emplois hors intérim et -2 354 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 35 552 (+1,0 %).



- A la fin du T1 2018, en Paca, le nombre d'emplois salariés dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 115 017. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 114 (+0,1 %) : +342 emplois hors intérim et -228 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 3 254 (+2,9 %).

- A la fin du T1 2018, la France métropolitaine compte 1 489 135 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T4 2017, ce nombre augmente de 3 115 (+0,2 %) : +3 191 emplois hors intérim et -76 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 37 950 (+2,6 %).



- A la fin du T1 2018, en Paca, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 902 337. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 5 667 (+0,6 %) : +5 321 emplois hors intérim et +346 intérimaires. Sur un an, il progresse de 16 830 (+1,9 %).

- A la fin du T1 2018, la France métropolitaine compte 11 558 542 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T4 2017, ce nombre augmente de 39 475 (+0,3 %) : +33 534 emplois hors intérim et +5 941 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 199 339 (+1,8 %).



## Politiques d'aide à l'emploi

### Avertissement :

-À partir de janvier 2018, les **CUI-CAE** sont transformés en **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il n'y a ainsi plus d'embauches en CUI-CAE. Le recours aux **CUI-CIE** est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement. Pour plus d'informations, voir « Définitions : politiques d'aide à l'emploi » en page 12.

-A compter du 1er janvier 2018 le dispositif **Emploi d'avenir** est mis en extinction. Dès lors, le recours à ce type de contrat aidé n'est plus autorisé. Les quelques recrutements résiduels en Emploi d'avenir enregistrés au 1er trimestre sont pour l'essentiel des renouvellements prescrits fin 2017.

-En raison de la refonte du système d'information relatif aux **Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)**, les données du 1er trimestre 2018 sont indisponibles.

-Suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des **contrats de professionnalisation** sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

### Contrats uniques d'insertion/Parcours emploi compétences (CUI/PEC)

#### Embauches en CUI/PEC (y compris reconductions)

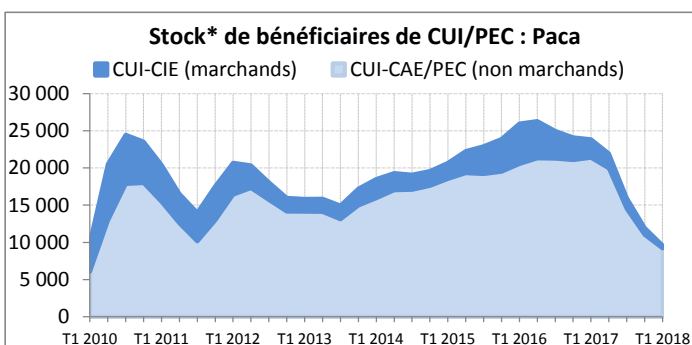
		T1 2018	T1 2017
Paca	<b>CUI/PEC</b>	<b>3 354</b>	<b>9 430</b>
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	3 325	8 499
	CUI-CIE (marchands)	29	931
France métro.	<b>CUI/PEC</b>	<b>26 715</b>	<b>75 679</b>
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	26 631	66 548
	CUI-CIE (marchands)	84	9 131

- En Paca, 3 354 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T1 2018, soit 6 076 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 26 715 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T1 2018, soit 48 964 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

**Note :** cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors associations intermédiaires

**Source :** ASP - Traitements : Dares



- A la fin du T1 2018, Paca compte 9 603 bénéficiaires de CUI/PEC (dont 96 % dans le secteur non marchand), soit 14 252 de moins que l'année précédente.

- En France métropolitaine, 135 738 personnes bénéficient d'un CUI/PEC à la fin du T1 2018, soit 117 042 de moins qu'un an auparavant.

\*Stock = entrées - sorties, calculé depuis l'entrée en vigueur du dispositif

**Note :** données en fin de trimestre, brutes, provisoires, hors associations intermédiaires

**Source :** ASP - Traitements : Dares

## Emplois d'avenir (EAV)

### Embauches en emploi d'avenir (y compris reconductions)

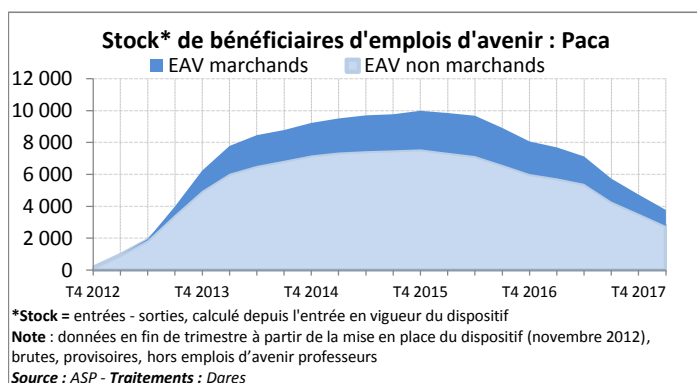
		T1 2018	T1 2017
Paca	EAV	70	1 465
	EAV non marchands	65	1 185
	EAV marchands	5	280
France métro.	EAV	525	15 878
	EAV non marchands	474	12 662
	EAV marchands	51	3 216

**Note** : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors emplois d'avenir professeurs

**Source** : ASP - **Traitements** : Dares

- En Paca, 70 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T1 2018, soit 1 395 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

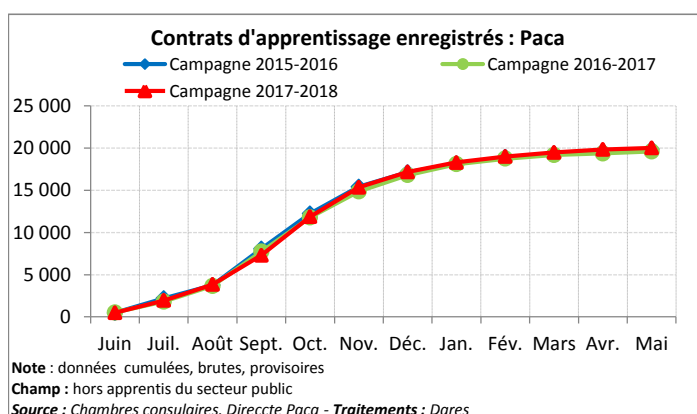
- En France métropolitaine, 525 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T1 2018, soit 15 353 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T1 2018, Paca compte 3 771 bénéficiaires d'emplois d'avenir (dont 74 % dans le secteur non marchand), soit 3 921 de moins que l'année précédente.

- En France métropolitaine, 46 500 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T1 2018, soit 43 444 de moins qu'un an auparavant.

## Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juin 2017 à mai 2018, Paca enregistre 20 038 contrats d'apprentissage, soit 427 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 287 287 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2017 à mai 2018, soit 15 328 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

## Définitions : chômage et demande d'emploi

Le **taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant la semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

Les **demandeurs d'emploi** sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;**
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;**
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;**
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;**
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).**

**ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.**

Alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc.

## Définitions : Emploi

Jusqu'aux données portant sur le 4<sup>ème</sup> trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs. **À partir de la validité des données portant sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié.** Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les données concernant ces salariés sont disponibles à partir du 4<sup>ème</sup> trimestre 2010.

Par ailleurs, à partir des résultats portant sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2017, soit **depuis l'été 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées sont réalisées par l'Insee en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf ainsi que la Dares**, afin d'assurer une plus grande cohérence des messages et de les rendre plus lisibles. Les niveaux d'emploi restent issus des estimations annuelles d'emploi produites par l'Insee. À ces niveaux d'emploi de référence, sont appliqués des taux d'évolution trimestriels élaborés par l'Acoss et les Urssaf sur le champ privé hors intérim, et par la Dares sur l'intérim. La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee.

Concernant l'intérim, **l'Insee et la Dares publient désormais des séries harmonisées du nombre d'intérimaires aux niveaux régional et départemental.** Il est ainsi possible de connaître, pour chaque département, le nombre d'intérimaires présents dans chaque secteur d'activité. Ces séries correspondent au nombre de contrats en cours en fin de mois à l'agence d'intérim. Produites et désaisonnalisées par la Dares, elles intègrent depuis l'été 2017 les CDI intérimaires.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité au niveau régional, **le Sese de la Direccte Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim** : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés les effectifs hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. **En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentes ici sont différentes de celles publiées par l'Insee.**

## Définitions : politiques d'aide à l'emploi

**Les contrats aidés.** Un contrat aidé est un contrat dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, sous forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. L'accès à ces contrats est réservé aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, et le volume de contrats est piloté par les pouvoirs publics aux niveaux régional et national. Le ciblage sur les publics les plus éloignés du marché du travail ainsi que le suivi physico-financier sont deux caractéristiques qui les distinguent des emplois aidés. En effet, pour ces derniers, les aides sont générales et/ou non pilotées. En 2018, on distingue deux principaux types de contrats aidés :

- le Contrat unique d'insertion (CUI) dans le secteur non marchand devient le **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il s'appuie sur une logique de parcours pour l'individu et sur une sélection des employeurs. Son objectif est l'insertion professionnelle des publics éloignés du marché du travail, alliant mise en situation professionnelle, accès facilité à la formation et acquisition de compétences. La signature d'un PEC ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le recours aux CUI dans le secteur marchand (CUI-CIE) est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement ;

- le **Contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)** : suite à la réforme de l'Insertion par l'activité économique (IAE), l'aide au poste d'insertion pour le financement des structures de l'IAE est généralisée et se substitue aux autres aides versées par l'État. En conséquence, pour les Ateliers et chantiers d'insertion (ACI), le recours aux contrats aidés a pris fin au 1<sup>er</sup> juillet 2014 et le CUI est désormais remplacé par le CDDI qui a vocation lui aussi à faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. D'une durée minimale de 4 mois renouvelables dans la limite d'une durée totale de 2 ans, il peut toutefois être renouvelé au-delà de 2 ans pour permettre d'achever une action de formation professionnelle, ou pour favoriser l'insertion d'un salarié âgé d'au moins 50 ans ou d'une personne reconnue travailleur handicapé. Le CDDI concerne également le secteur marchand dans le cadre des recrutements par une Entreprise d'insertion (EI).

En outre, la mise en œuvre des PEC s'inscrit dans la création d'un Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) qui réunit, pour en promouvoir une gestion globale, les crédits des PEC et de l'IAE. L'objectif de ce fonds est de permettre une meilleure cohérence de l'offre d'insertion en fonction des spécificités des territoires et des besoins des populations. Le volume de ce fonds est déterminé annuellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). En 2018, Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficie ainsi de près de 9 % de l'enveloppe financière nationale du FIE, qui représente environ 1,3 milliard d'euros en France métropolitaine.

**Les contrats en alternance.** Ils combinent l'acquisition de savoirs généraux, professionnels ou techniques et la pratique en entreprise pour parfaire la formation des alternants. Cependant, les modalités d'exécution de ces contrats de travail diffèrent notamment sur la durée du contrat, la durée de la formation et la rémunération associée. Il en existe deux :

- le **contrat d'apprentissage**, dans le cadre de la formation initiale, s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans ;

- le **contrat de professionnalisation**, s'inscrit dans le cadre de la formation continue. Il s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans ou plus, ainsi qu'aux bénéficiaires du RSA, de l'ASS, de l'AAH ou d'un CUI.

## Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CDDI.....	Contrat à durée déterminée d'insertion
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS <sup>(1)</sup> .....	Corrigé des variations saisonnières <sup>(1)</sup>
CVS-CJO <sup>(1)</sup> .....	Corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables (1)
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
PEC.....	Parcours emploi compétences
STMT.....	Statistiques du marché du travail

<sup>(1)</sup> L'intérêt des données CVS et CVS-CJO est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Lorsque les données sont brutes, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

## Pour en savoir plus

➤ [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)

➤ [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)

➤ [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrick Maddalone

Chef de service : Rémi Belle [remi.belle@direccte.gouv.fr](mailto:remi.belle@direccte.gouv.fr)

Réalisation : Virginie D'Angelo [virginie.dangelo@direccte.gouv.fr](mailto:virginie.dangelo@direccte.gouv.fr)